



# uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

## Souveraineté alimentaire

### La FAO devrait s'en inspirer...

La souveraineté alimentaire, vous en avez entendu parler plus d'une fois! D'autant que ce terme est maintenant largement utilisé. Cela veut-il pour autant dire que la définition de ce concept élaboré en 1996 en marge d'un sommet de la FAO est comprise par tous de la même manière? On peut en douter. D'où l'absolue nécessité de maintenir le cap sur ce dossier.

Tout récemment, l'Office fédéral de l'agriculture a eu le mérite d'offrir à des organisations comme Uniterre l'occasion de rencontrer des responsables de la FAO (organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation). Cette agence de l'ONU est en phase de réforme et le directeur adjoint, Jim Butler, s'est déplacé en Suisse pour rencontrer «la société civile», «les politiques» et «l'économie privée». Lorsqu'une agence de cette importance est en réforme, il s'agit de ne pas manquer l'occasion de tenter d'insuffler quelques idées fraîches et innovantes à un organisme qui, de l'aveu du directeur adjoint, a attendu 60 ans pour faire son bilan de santé. Nous nous trouvons face à un problème de taille. Pour nous, la FAO ne doit pas perdre ses prérogatives et doit être l'organe international qui doit débattre et décider des questions liées à l'agriculture et à l'alimentation. Il a l'avantage de fonctionner sur le principe d'un gouvernement, un vote. Il devrait regagner en importance sur l'échiquier international et rester complètement indépendant d'autres organes tels que le FMI, la BM ou l'OMC. Le problème, c'est qu'à l'interne même de la FAO, ce principe n'est pas acquis chez tout le monde. Certains, dont M. Butler, semblent fort sensibles aux appels des sirènes de l'économie privée. C'était les propos qu'il tenait dans une interview



A la conférence de juin 2008 de la FAO, la société civile s'était mobilisée! Photo : Faris Ahmed

parue dans le Schweizerbauer. Pour lui, Nestlé et Syngenta peuvent jouer un rôle important dans l'aide au développement du secteur agricole. On en doute... Il est suivi dans cette vision par le Suisse Samuel Jutzi, responsable de la production animale à la FAO, qui estime que la faim peut être vaincue par un saut technologique. Quant à la souveraineté alimentaire, elle serait en soi un danger puisqu'elle s'affranchit du principe de l'avantage comparatif (qui a pour objectif de produire là où c'est le moins cher et d'augmenter ainsi les échanges commerciaux entre pays). C'est le courant qui prône des solutions de notre point de vue complètement obsolètes et qui, comme la révolution verte, ont montré leur inefficacité.

L'espoir est que d'autres personnes à la FAO soient par contre attirées par les conclusions du rapport mondial sur

l'agriculture qui ont été publiées l'an dernier. Elles disent par exemple qu'il est nécessaire de relocaliser les marchés, de garantir un accès aux ressources naturelles, à la terre et à la connaissance. Qu'il faut s'assurer que les marchés rémunèrent de manière juste et équitable les travailleurs de la terre. Que l'agriculture paysanne familiale est l'avenir et que le business tel qu'il a cours aujourd'hui n'est plus une option. C'est cette tendance qu'il faut renforcer au sein des instances de l'ONU. Elle existe et nous devons l'utiliser car à l'heure actuelle, il n'y a pas d'autres options que d'avoir une FAO forte, malgré ses manques. Le concept de souveraineté alimentaire doit être réexpliqué, il faut réussir à convaincre. Pour ce faire, la FAO doit, dans sa stratégie, impliquer plus largement les premiers concernés que sont les paysans et les pêcheurs.



**Marché laitier**  
Rassemblement  
Page 2



**Luttes paysannes**  
Programme 2009  
Page 3



**International**  
Faim ou business  
Pages 4-5



**OGM**  
PNR et mobilisations  
Page 7

MARCHÉ LAITIER

# L'OFAG, les OP/OPU et l'industrie sous pression

Ce vendredi 13 mars fût un jour de chance pour l'Office fédéral de l'agriculture. Son vice-directeur, Jacques Chavaz, a eu tribune libre pour expliquer aux 300 producteurs et aux médias tout ce qui est en place, au niveau de l'OFAG, pour contrôler et éviter que les quantités supplémentaires de lait (+ 6% du quota de base) ne viennent engorger le marché national. A Uniterre, nous nous réjouissons de ce travail, nous encourageons l'OFAG à continuer ses investigations et attendons impatiemment les résultats... Mais nous ne nous faisons guère d'illusion! Les 14 millions de Frs de subventions que la Confédération pourrait injecter pour assainir le marché pourraient bien noyer le poisson et les responsabilités de chacun, tout en laissant une ardoise de 200 millions des Frs pour les producteurs.

Dans cette histoire, les OP et les OPU ont certes des responsabilités, mais l'OFAG et l'industrie ne peuvent s'en dédouaner! Ces dernières ont fait pression sur les OP et leurs OPU pour qu'elles obtiennent un maximum de lait supplémentaire. L'OFAG, d'une manière peu crédible, les a octroyées et certains producteurs se sont battus pour les produire! Résultat des courses: des producteurs divisés et pour certains ruinés, des OP et OPU en concurrence pour livrer, un office fédéral dépassé, des consommateurs floués et MIGROS/COOP qui rigolent. A nouveau l'industrie a obtenu un maximum de lait de qualité suisse à des prix défiant toute concurrence.

Cette situation intenable pour les producteurs a mis sous pression leurs organisations. Elles discutent actuellement sur le meilleur système à mettre en place pour regrouper l'offre afin d'être positionnées au mieux sur le marché. Les producteurs, dans leur grande majorité,

des exportations mais qu'ils soient utilisés pour soutenir la mise en place de structures qui permettent aux producteurs de produire en fonction d'un prix et non en fonction d'hypothétiques nouveaux marchés soit disant porteurs, mais dont personne n'a réellement la maîtrise.

fait des sacrifices financiers, à savoir les familles paysannes qui produisent du lait et non aux entreprises actives sur les marchés d'exportation.

Nous proposons quelques pistes ou idées. Que cet argent soit ristourné aux producteurs pour les inciter à moins produire ou à reprendre de la marchandise (poudre de lait, beurre, fromage, etc.) lorsqu'il y a surproduction. Une autre piste - pas encore explorée, nous en sommes persuadé - serait de favoriser le remplacement de la matière grasse issue de l'huile de palme (ou d'autres matières grasses importées) par celle du lait. Cette action permettrait aux consommateurs de s'y retrouver dans la qualité et la traçabilité du produit acheté, tout en ne participant plus au désastre économique, social et environnemental que la production de palmier à huile provoque en Asie et ailleurs dans le monde. D'autres solutions d'écoulement existent, nous en sommes persuadés, reste à les trouver et à y mettre du soutien politique!

Nicolas Bezençon



Mur de lait devant l'entrée: les quantités ne doivent pas sortir de l'OFAG.

attendent impatiemment le résultat. Ils espèrent qu'une solution tombera avant le 1<sup>er</sup> mai 2009...

Du côté d'Uniterre, nous estimons que si faute il y a dans l'utilisation finale des quantités supplémentaires, l'ensemble des responsables doivent passer à la caisse, à commencer par l'industrie qui maintient le flou le plus total sur ses filières de commercialisation. Nous demandons également que les 14 millions, s'ils sont attribués, ne soient pas utilisés pour subventionner

Le phantasme et la spéculation n'ont plus leur place dans un secteur aussi important et vital que l'alimentation.

Nous souhaitons que cet argent serve à écouler ces surplus en Suisse. Nous ne voulons plus créer de dumping sur les prix du lait de nos voisins producteurs, qui voient également leurs revenus s'effondrer dangereusement. Dans certaines régions d'Europe les prix payés aux producteurs frôlent les 20 cts d'euro/kg! Les 14 millions doivent profiter à celles et ceux qui ont déjà



300 producteurs rassemblés ce 13 mars.

## Un producteur français témoigne en Allemagne

Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord, je tiens à vous féliciter pour votre acte historique qui marquera l'histoire syndicale agricole en Europe et je voudrais aussi m'excuser en tant que producteur de lait français d'avoir dû vous regarder vous auto-mutiler sans avoir pu bouger le petit doigt.

Je m'appelle Pascal MASSOL, j'ai 44 ans et je suis producteur de lait dans le Massif Central où j'exploite une ferme de 100 ha et 600'000 litres de quotas avec mon frère Régis et un hors cadre familial Julien.

Je viens d'écouter deux intervenants et j'ai moi aussi l'impression d'être allemand tant votre situation ressemble à la notre, en France.

Aujourd'hui, la production de lait en France va mal: prix de revient 340 euros, prix de vente 280 à 330 euros et les perspectives ne sont pas bonnes.

Cet automne, les indices de calcul des prix annonçaient une hausse pour le quatrième trimestre de plus de 7

euros auxquels devaient se rajouter 27 euros qui nous étaient dus du deuxième trimestre. Or l'annonce des laiteries a été de nous mettre une baisse de 50 à 60 euros!

Le syndicat majoritaire n'a pas signé d'accords nationaux et ordre a été donné de négocier par région. Nous avons donc réunis les producteurs livrant à la laiterie Pascal avant d'aller négocier avec celle-ci.

Nous avons décidé de négocier une baisse «zéro» sinon la majorité des producteurs feraient la grève du lait. N'ayant pas obtenu gain de cause, nous avons fait grève deux jours pour marquer le coup.

Devant l'interrogation de nos voisins, nous avons organisé une réunion de producteurs de lait en colère à Quins, en Aveyron. Nous avons eu 350 personnes de tout le sud ouest de la France. A cette réunion, nous avons demandé aux syndicats officiels de se prononcer pour ou contre la grève du lait. Seule

la coordination rurale, membre de l'EMB, nous a apportés son soutien. Le syndicat majoritaire, FNSEA, a réuni sa base qui a voté à 70% pour la grève. La direction nous a dit qu'elle ne nous soutenait pas.

Nous avons donc appelé les producteurs à prendre leur responsabilité et avons recommencé la grève du lait les 10 et 11 novembre 2008. La grève a été bien suivie régionalement mais la FNSEA n'ayant pas appelé à une grève nationale, l'impact a été insuffisant pour obtenir gain de cause. Suite à la pression de leur base, la FNSEA et les laiteries ont repris les négociations pour signer un accord rapide à moins 30 euros la tonne pour le quatrième trimestre 2008 et moins 45 euros pour le premier trimestre 2009, les vingt-sept euros la tonne dus, du deuxième trimestre ayant disparus!

Devant un tel désastre, nous avons décidé de créer l'APLI (association des producteurs de lait indépendants/

www.apli-nationale.org), notre but est de la développer, d'adhérer à l'EMB, de créer un site internet, organiser une manifestation au salon international de l'agriculture à Paris...

La seule solution à nos yeux et de se fédérer nombreux au sein de l'EMB car nous sommes collègues et non concurrents!

Nos ennemis sont les syndicats majoritaires qui sont «de mèche» avec le gouvernement et la commission européenne, les industriels laitiers et autres grandes distributions! Nous voulons défendre tous les producteurs de lait quelle que soit leur taille et par la même défendre le monde rural si cher à nos yeux.

Je vous félicite encore pour votre acte héroïque et je m'engage à tout faire en France pour vous rejoindre dans vos actions, à l'avenir. Merci!

Pascal MASSOL, lors du congrès du BDM «Organiser les marchés plutôt que d'administrer les crises»



JOURNÉE DES LUTTES PAYSANNES

# 17 avril 2009: Uniterre célèbre pour la 9ème année consécutive la journée internationale des luttes paysannes!

Cette journée des luttes paysannes a été instaurée par la Via Campesina pour commémorer le massacre de 19 paysans sans terre au Brésil en 1996.

D'abord confinée à Genève, elle fait son chemin dans le reste du pays. Pour la petite histoire, il faut rappeler que la première édition de cette journée, qui a eu lieu en 2001 à Genève, a été le ferment qui a permis de développer tout le débat sur la souveraineté alimentaire dans ce canton. Comme quoi, de petits événements peuvent naître de belles aventures. Le 17 avril est pour nous l'occasion de promouvoir la souveraineté alimentaire et ses applications possibles; concept au coeur des revendications des membres de La Via Campesina.

## Sus au tabou sur les prix!

La question des prix qui soient liés aux coûts de production fait partie du concept de souveraineté alimentaire. Suite à une proposition de l'Affaire TourneRêve, une initiative d'agriculture contractuelle à Genève, Uniterre a décidé, ce 17 avril, de mettre un point fort sur la question des prix.

Quels prix pour les producteurs et les consommateurs? Est-il possible de garantir une rémunération juste des producteurs tout en assurant un accès à une nourriture de qualité pour les consommateurs? Uniterre s'est penché un peu plus en détail sur cette question et prépare une action et une information destinées aux consommateurs. Des meilleurs prix sont possibles sans un impact trop fort sur les consommateurs.

Nous pouvons d'ores et déjà déclarer: si nous voulons maintenir une agriculture paysanne dans nos pays, il nous faut absolument réaliser des prix rémunérateurs sur nos exploitations. Il n'est plus possible de laisser croire aux citoyens que de produire à perte est durable. Aujourd'hui nous devons affirmer cette absolue nécessité: le marché doit rémunérer de manière juste et équitable les personnes qui travaillent la terre. Nous devons créer les conditions cadres sur le plan national et international pour que cela soit possible.

Nous avons décidé d'illustrer cette thématique avec la filière du blé et la filière du lait. Cette information, sous forme de dépliants adressés aux consommateurs, sera couplée avec une action de ventes de lait et de farine à des prix équitables. Elle aura lieu au moins à Neuchâtel et à Bassecourt le 17 avril et à Genève le 25 avril. Ces

actions seront organisées par les sections d'Uniterre. Nous sommes persuadés que seule une union entre consommateurs et producteurs pourra raisonner les intermédiaires.

## Garantir la production locale

La souveraineté alimentaire c'est aussi la possibilité de garantir aux producteurs le droit de produire des aliments et aux consommateurs le droit de pouvoir décider ce qu'ils veulent consommer. Cet aspect a inspiré le projet de «l'opération cornichons» qui aura lieu à Neuchâtel. (voir encadré).

## Revenir à une économie réelle

A Genève, cité romande des banques par excellence, Uniterre et quelques initiatives d'agriculture contractuelle s'apprentent à rappeler à la finance que l'économie réelle est incontournable. La gabegie dans laquelle nous nous trouvons tous aujourd'hui est le fruit des comportements irresponsables des spéculateurs. Pour garantir l'accès aux ressources naturelles et à la terre, il faut bannir la spéculation du paysage économique.

## Pour une production paysanne durable

La coopérative Longo Maï souhaite quant à elle relayer dans nos médias et dans divers réseaux la folie d'un projet qui illustre la double-face de notre monde globalisé. D'une part, au nord de l'Allemagne (Alt Tellin, Mecklenburg-Vorpommern), un investisseur néerlandais s'apprête à construire la plus grande porcherie industrielle d'Europe: 10'000 truies parquées comme des machines à mettre bas des porcelets. Et d'autre part, l'alimentation de ces animaux sera assurée par du foin, surtout du soja, provenant d'Amérique latine. Ces productions seront issues de monocultures destructrices de l'agriculture paysanne de ces pays. Des champs gigantesques au sud pour des fabriques d'animaux européennes. L'agriculture paysanne est ainsi gravement menacée. Le réseau d'action «Aktionsnetzwerk globale Landwirtschaft» et des initiatives locales organisent le 17 avril une occupation symbolique des terrains prévus pour cette immense porcherie ([www.tollensetal.org](http://www.tollensetal.org)).

Valentina Hemmeler Maïga

## Opération cornichons

Le marchand de sable a bien failli nous endormir avec son conte de «La dame aux cornichons» ..., mais nous avons été réveillés par l'histoire: «La cruelle fable du cornichon», présenté par la TSR.

Quoi? - Plus que 8 producteurs de cornichons en Suisse, alors qu'il y en avait des centaines il y a à peine 20 ans?

Quoi? - Les cornichons se font en Inde?

Oui, on nous prend vraiment pour des cornichons...

Le Lopin Bleu (ACP de Neuchâtel) et Bio-Neuchâtel (association cantonale des producteurs bio) avons décidé de «rebocaliser» la culture du cornichon sous nos cieux et, pour commencer, sur territoire neuchâtelois.

Pour lancer cette action de souveraineté alimentaire, nous avons choisi de la faire à l'occasion de la journée des luttes paysannes.

Une petite fête du cornichon est en gestation. Nous sèmerons les graines de cornichon dans les mottes pour la production des plantons le 17 avril dès 17 heures, au centre ville de Neuchâtel.

Uniterre-Neuchâtel sera également présent au même endroit avec la vente de lait et de farine équitables...

Pour plus de renseignements, voir sous [www.lopinbleu.ch](http://www.lopinbleu.ch)

Josy Tamarcaz, Le Lopin Bleu

## Rappel programme actuel

17 avril

Neuchâtel et Bassecourt: vente de lait et farine équitables après-midi.

Neuchâtel: Opération cornichons, après-midi.

Genève: revaloriser l'économie réelle et mettre fin à la spéculation.

Longo-Maï: relai informatif de l'occupation de terrains prévus pour une mégaporcherie au nord de l'Allemagne

25 avril

Genève: vente de lait et farine équitables, matin.

D'autres activités pourront s'ajouter dans les prochaines semaines. Pour être informés: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) ou 021 601 74 67

## Chamboulement dans le territoire?

L'office fédéral du développement territorial a concocté une nouvelle loi: La loi sur le développement territorial (LDTer). Celle-ci remplacera la Loi sur l'aménagement du territoire (LAT). La consultation est en cours.

Début mars, Agridea et Agora ont organisé une journée d'information et de débats sur ce sujet. Elle a permis de donner la parole aux concepteurs de la loi, à la défense professionnelle, à l'administration cantonale ainsi qu'aux promoteurs de «l'initiative pour le paysage» (la LDTer se veut le contre-projet de cette initiative populaire).

A n'en pas douter, la LAT actuelle ne donne pas satisfaction. Ces nombreuses révisions ont amené à une lecture et une application sur le terrain fort complexes. Un changement est donc nécessaire; mais faut-il aller jusqu'à un concept entièrement nouveau?

Les avantages: le projet de territoire suisse qui a fait l'objet depuis quelques temps de consultations dans les régions serait ancré dans la loi. Cela donne une meilleure lisibilité aux objectifs stratégiques de développement du territoire.

La séparation entre zone à bâtir et autres zones est maintenue, ce qui est une garantie pour la sauvegarde de terres agricoles. Il y a aussi la volonté de mettre un frein au mitage du territoire et à prendre en compte un certain nombre de problèmes actuels.

Les surfaces d'assolement seraient définies dans la loi et non plus dans l'ordonnance. Elles seraient donc ainsi mieux protégées.

Les «espaces fonctionnels» pourraient être un «contre-poids» aux projets d'agglomérations.

Les inconvénients: il a beaucoup d'approximations dans le texte ce qui ouvre un boulevard aux recours.

Les ordonnances d'application ne sont pas encore disponibles.

La zone agricole disparaît au profit d'une zone rurale dans laquelle on trouve tout ce qui n'est pas bâti. Chaque canton pourrait définir dans leur plan directeur une zone agricole laissant une grande marge de manoeuvre.

Il serait proposé d'échanger même au delà des cantons, des quotas de surfaces d'assolement. Cela pourrait mener des cantons à forte pression d'urbanisation à «délocaliser» l'assolement à l'autre bout du pays.

Il n'y aurait que peu de marges de manoeuvre dans les constructions et installations agricoles en zone rurale, ce qui ne résout pas les problèmes vécus actuellement.

Une différenciation est faite pour les ruraux destinés aux animaux consommant du fourrage grossier et les autres.

Il nous reste quelques semaines pour décider d'un rejet complet ou d'une entrée en matière sous conditions. *VHM*

INTERNATIONAL

# Sommet de l'alimentation de Madrid: l'Afrique en ligne de mire

Une conférence internationale a eu lieu à Madrid le 26 et 27 janvier derniers, sous le titre pompeux «garantir la sécurité alimentaire pour tous». L'invitation a été lancée par le Premier Ministre espagnol Zapatero et le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-Moon.

Cet événement est la suite des discussions qui ont eu lieu à Rome en juin 2008. A cette occasion, des Présidents et des Ministres s'étaient réunis pour parler des «bio-énergie» et de la hausse des prix des denrées alimentaires; la société civile avait largement été écartée des discussions. La réunion en Espagne a attiré moins de personnalités. Quant au niveau des débats, il était plutôt médiocre. Politiquement, l'objectif était de créer un nouveau mécanisme international pour lutter contre la faim. Il aurait largement affaibli la FAO.

Le contenu de la conférence de Madrid a été conçu par un groupe qui s'est constitué autour de l'Américain Jeffrey Sachs. Ce dernier est le directeur du «Earth Institute» de l'Université de Columbia et conseiller spécial du secrétaire général des Nations Unies. Entre 2002 et 2006 il a été directeur des objectifs du Millenium des Nations Unies. Jeffrey Sachs a dirigé le groupe ad hoc pour préparer cette conférence et a publié des documents avec l'aide de la Fondation IDEAS des socio-démocrates espagnols; le Président de cette fondation est le chef de l'Etat espagnol. Ce groupe ad hoc est formé de personnes qui n'inspirent pas forcément confiance: quelques représentants d'universités, qui travaillent notamment dans le secteur des biotechnologies, et de nombreux cadres d'entreprises multinationales accompagnés de leurs fondations philanthropiques. Ils planchaient tous sur une publication touchant à la réduction de la pauvreté en impliquant la production paysanne familiale; elle devait être publiée pour l'ouverture du congrès. Avant même l'ouverture de la conférence, on trouvait 15 noms de ministres de l'agriculture africains annonçant leur soutien au programme du groupe ad hoc. Cela a éveillé les premiers soupçons qui se sont confirmés par la suite.

## Nouvelle révolution verte pour l'Afrique

Toute l'attention de la conférence a été portée sur la situation catastrophique de l'Afrique noire. Ce n'est pas un hasard que des pays, essentiellement européens, s'intéressent toujours plus à l'Afrique. En apparence, il s'agit de fournir des prestations d'aide pour mettre fin à la faim. Mais en fait, il s'agit d'intérêts géopolitiques de taille. L'Europe a perdu une part importante de son influence en Afrique notamment à

la faveur du Brésil et de la Chine. Elle craint pour son approvisionnement à long terme en matières premières. Les représentants de l'Union Européenne et du G8 ont proposé de sauver les affamés d'Afrique par une nouvelle révolution verte. Ainsi ils proposent d'envoyer de nombreux moyens de production sur ce continent: semences «améliorées» (afin de ne pas dire OGM), engrais, pesticides, systèmes d'irrigation. Un paquet biotechnologique modernisé de l'ancienne révolution verte. Un modèle qui, depuis bien longtemps, a démontré son inefficacité. Ce projet s'appuie sur le soutien des milliards de dollars de l'Alliance pour une Révolution Verte en Afrique (Agra /voir page 5), qui est largement alimentée par les fondations Bill et Melinda Gates et Rockefeller. La Fondation Bill Gates ainsi que Monsanto avaient un siège dans le groupe ad hoc et ont pu participer pleinement aux podiums de discussion lors de la conférence. C'était la vraie nouveauté de la conférence de Madrid;

européenne, du G8, de l'OMC et des grands «global players» des industries semencières et agrochimiques.

## Scepticisme et résistance

Mais ce montage n'a pas plu à tous les participant-e-s. Les pays de l'Amérique latine n'ont pas caché leur mauvaise humeur et ont commencé à défendre avec force la FAO comme l'institution clé qui, au niveau global, est responsable de l'agriculture et de l'alimentation. Avec les représentant-e-s des ONG et des syndicats paysans, ils ont refusé la création d'un nouveau mécanisme bien moins démocratique. Car la FAO, malgré toutes ses faiblesses, est une institution où chaque Etat a une voix et où ce n'est pas seulement ceux qui ont le plus d'argent qui décident. La FAO elle-même n'était pas d'accord avec la proposition de Sachs. Quant aux nouveaux poids lourds internationaux que sont l'Inde et la Chine, ils n'avaient pas de présence visible lors de cette conférence.

bien un problème structurel, historique et donc politique. Il a fait part de son inquiétude par rapport au contrôle toujours plus parfait et total de l'agriculture et du secteur agroalimentaire par les entreprises multinationales. Phénomène qui est largement encouragé par l'OMC. En ce qui concerne les concepts de développement qui finissent toujours par engendrer plus de pauvreté, il va jusqu'à penser qu'il faudrait protéger les petits paysans du développement.

## Via Campesina: la voix de l'agriculture paysanne

Via Campesina était aussi présente à Madrid. D'une part par ses représentants locaux de la COAG et du syndicat paysan galicien SLG. D'autre part avec Henry Saragih, coordinateur de la Via Campesina internationale. La coordination avec des ONG alliées telles que FIAN, GRAIN ou Vétérinaires sans frontières a très bien fonctionné. Il en a été de même pour la collaboration avec des groupes écologistes tels que «Écologistes en action» ou «Les Amis de la terre». Henry Saragih a pu intervenir sur le podium entre un représentant de Monsanto et le délégué de la coopération au développement américain. Il a notamment exposé le concept de souveraineté alimentaire.

Grâce à la mobilisation de tous, il a été possible de surcroît d'imposer Henry Saragih lors de la phase finale de la conférence, pour qu'il s'exprime devant l'assemblée plénière. Mais cela ne doit pas cacher le fait que le vent souffle dans un sens opposé. Il ne faut donc pas trop s'attarder dans les discours des forums internationaux. Car au final, l'issue du combat se décide sur le territoire, jour après jour, avec la lutte quotidienne de la paysannerie, des communautés indigènes et des peuples nomades pour survivre. Leurs territoires sont soumis à une pression terrible et le travail principal est celui de les défendre. Non seulement dans les pays du sud, mais aussi en Europe. Car il n'est pas admissible de voir des politiciens européens de renom se «préoccuper» des petits paysans africains alors que de l'autre main, ils mettent en place une politique agricole qui supprime chaque minute trois exploitations agricoles sur le continent européen.

*De Reto Sonderegger, commission internationale d'Uniterre*



la participation active et publique des multinationales et de leurs fondations de bienfaisance. D'après Jeffrey Sachs, l'argent récolté pour la lutte contre la faim doit être principalement administré et canalisé par les institutions de Bretton Woods que sont le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale. Ce sont pourtant les deux institutions qui, par les programmes d'ajustement structurels imposés aux pays en développement depuis les années 70, ont contribué à provoquer la situation de crise alimentaire actuelle. L'objectif de Sachs était de créer une «Alliance globale» pour lutter contre la faim qui aurait été directement dirigée par le secrétaire général des Nations Unies. Ceci avec un appui fort de la commission

L'allié le plus précieux des syndicats paysans à cette conférence était probablement le rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation, Olivier de Schutter, le successeur de Jean Ziegler. Comme Ziegler, il ne s'est pas censuré. Lors de son discours à la séance plénière du premier jour, il a attaqué frontalement le modèle agro-industriel dominant et a demandé un changement radical de paradigme dans l'agriculture et dans le reste de la société. Il a rendu l'agriculture industrielle responsable de 30% des gaz à effet de serre et a plaidé pour des méthodes de production communautaires, agroécologiques et agroforestières. Il a ensuite critiqué ouvertement le fait que la faim n'est pas un problème administratif, mais



INTERNATIONAL

# Révolution verte en Afrique: une nouvelle catastrophe annoncée

**Les fondations américaines Gates et Rockefeller investissent des milliards de dollars pour inonder l'Afrique de semences hybrides, d'engrais et de pesticides, au nom d'une Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) dont les organisations paysannes africaines ne veulent pas.**

On aurait pu penser que les crises multiples qui ont déferlé sur le monde ces derniers temps allaient rendre les décideurs plus raisonnables. Mais non way. La crise alimentaire et les émeutes de la faim ont bien au contraire donné à l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) l'opportunité de se profiler comme LA solution miracle pour «sauver» l'Afrique de la faim, en préconisant un accès généralisé des paysans à des semences hybrides à haut rendement, ainsi qu'à des engrais chimiques et à des pesticides. Une agriculture high-tech, financée à coups de milliards de dollars par les fondations philanthropiques américaines Gates et Rockefeller. Mais aussi par la Banque mondiale, avec la participation de tous les grands noms de l'agrobusiness génétique, tels que Syngenta et Monsanto, dont plusieurs anciens collaborateurs figurent au sein du Conseil d'administration de l'AGRA. C'est dire si, à terme, l'introduction de semences transgéniques brevetées va fatalement figurer à l'agenda de cette nouvelle Révolution verte.

## Une agriculture high-tech à la mode Gates

Ce type d'agriculture est pourtant dépassé, montré du doigt par les experts les plus pointus qui dénoncent une agriculture industrielle misant sur le «tout chimique»; une démarche approuvée par un large éventail de mouvements paysans, de consommateurs, de défenseurs de l'environnement. On peut citer le rapport IAASTD (International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development) publié l'année dernière par quelque 400 experts internationaux reconnus qui présente l'agriculture durable et paysanne de proximité comme LA voie permettant de relever les défis du futur. Ou encore la récente étude publiée par l'UNCTAD et le PNUE, intitulée «Agriculture organique et sécurité alimentaire en Afrique», qui démontre comment les récoltes dans plus d'une vingtaine de pays africains ont plus que doublé lorsque les paysans ont eu recours à des méthodes biologiques.

Las! Dans les stratégies agricoles prônées par le multimilliardaire Bill Gates qui fait de l'agriculture africaine un de ses plus importants chevaux de bataille, on cherchera en vain la simple mention du terme «agriculture biologique». Normal, ce type de techniques a un défaut principal: celui d'être très bon

marché car peu dépendant d'intrants. Ce qui résonne d'une manière hostile aux oreilles d'un Bill Gates et de ses pairs. Sa fondation qui compte plusieurs anciens hauts cadres de Monsanto met des milliards à la disposition de AGRA pour «révolutionner» l'agriculture africaine et lui permettre, officiellement, d'être plus performante. Officieusement, il prépare un boulevard aux grands semenciers, fabricants de semences transgéniques, d'engrais et de pesticides. Appliquer au contexte africain les mêmes recettes qu'en

faire croire qu'il s'agit d'une initiative émanant des Africains eux-mêmes», déplore Mamadou Goïta, membre de la COPAGEN, la Coalition africaine pour la protection du patrimoine génétique. Il a lui-même eu personnellement l'occasion de rencontrer des représentants de l'AGRA et de débattre à son sujet avec Kofi Annan. Il estime aujourd'hui que «ces gens sont de mauvaise foi et défendent avant tout les intérêts des multinationales semencières et non ceux des paysans africains». L'Alliance

associations paysannes, dénonce Bernadette Ouattara, responsable d'INADES au Burkina Faso. Nous devons être en permanence sur nos gardes, c'est déplorable».

## Des philanthropes africains pour améliorer l'agriculture suisse?

A aucun moment pourtant, les paysans africains n'ont été réellement consultés par les initiateurs de l'AGRA. Ce qui est tout de même un comble. Imaginons des philanthropes et autres experts agricoles auto-proclamés asiatiques ou africains débarquant en Suisse pour nous expliquer quelle est la solution pour sortir notre agriculture de l'impasse... Il n'est pas sûr que nous apprécions. C'est exactement ce qui se passe en Afrique. Pis, comme témoigne un paysan sénégalais: «Lorsque ces gens débarquent chez nos responsables en parlant de Révolution verte, ceux-ci voient tout de suite des jardins verts, des légumes. Ils profitent de l'ignorance de nos dirigeants». Pourtant, dès le début, les critiques furent vives. Ainsi, lors du Forum international «Nyeleni» sur la souveraineté alimentaire qui s'était déroulé au Mali en février 2007, les représentants d'associations paysannes africaines avaient rejeté le droit à Kofi Annan d'être leur porte-parole et de s'exprimer au nom de 50 pays et 680 millions d'Africains. Ils avaient également dénoncé l'utilisation par les multinationales agrochimiques d'images d'Africains pauvres et souffrant de la faim pour booster la vente de leurs semences transgéniques, ainsi que de leurs semences hybrides et autres engrais et pesticides, censés résoudre les problèmes agricoles de l'Afrique. Lorsque l'on voit les milliards qui sont en jeu et le véritable rouleau compresseur qui est en marche pour accaparer les semences, les terres, et le savoir-faire ancestral des paysans africains, on est pris de vertige. Car enfin, le choc provoqué par les émeutes de la faim ne saurait légitimer en aucune manière la mainmise d'entreprises privées sur l'agriculture africaine, ni la perte de contrôle par les paysans de leurs propres semences. Une telle perspective pourrait rapidement générer des désastres encore bien pires que tous ceux auxquels nous sommes en train d'assister.

Catherine Morand, *Swissaid*  
www.swissaid.ch



Lors du dernier sommet du WEF à Davos, Bill Gates, aux côtés de Kofi Annan sur sa droite (et de Josette Sheeran, directrice du PAM, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies, tout à gauche sur la photo), n'a pas manqué de vanter les mérites de l'Alliance pour une Révolution verte en Afrique.

Asie il y a quelques décennies en faisant l'impasse sur le coût environnemental et social très lourd qu'elles ont engendré – nappes phréatiques contaminées, perte de fertilité des sols, disparition de nombreuses variétés et millions de paysans chassés de leurs terres – apparaît comme totalement irresponsable. La première tentative d'une révolution verte sur terre africaine avait échoué: les paysans s'étaient retrouvés avec des terres acidifiées, devenues stériles à force d'exploitation abusive.

## Kofi Annan révolte les paysans africains

En 2007, la nomination de l'ex-secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan à la présidence de l'AGRA a représenté un grand «coup» pour les fondations américaines qui en sont les promoteurs. Mais a déçu, voire révolté, les représentants des organisations paysannes. «La stratégie de l'Alliance est de

recourt à des porte-paroles africains, comme Florence Wambugu, qui a étudié la biotechnologie et a été formée par Monsanto; ou encore Ruth Oniang'o, conseillère de la fondation Gates. Toutes deux occupent le terrain médiatique pour appeler les nouvelles technologies agricoles et la Révolution verte made in USA à la rescousse de l'agriculture africaine; et noient ainsi les critiques de représentants d'associations paysannes africaines, d'agronomes et d'associations de la société civile. Lors du forum régional de la COPAGEN qui s'est déroulé à la fin de l'année dernière à Niamey au Niger, de nombreux témoignages ont fait état des salaires mirobolants offerts à des scientifiques ou à des paysans africains avec pour mission de neutraliser toute résistance. «Les gens d'AGRA essaient en permanence de nous piéger, en tentant de passer par des ONG américaines sur le terrain pour conclure des accords avec des

# Le nombre de fermes augmente aux USA: 300'000 nouvelles exploitations en 5 ans

Le recensement des exploitations agricoles des Etats-Unis, rendu public au début février, comporte une nouvelle surprenante: le nombre des exploitations a augmenté de 4% entre 2002 et 2007. Un renversement de tendance remarquable et remarqué, puisqu'il intervient après des décennies et des décennies de diminution puis de stagnation. Pendant la même période de 5 ans, le nombre de paysans à temps partiel est passé de 55 à 65 %.

L'augmentation nette de 80'000 exploitations en 5 ans, sur un total d'environ 2,2 millions, ne dévoile pas entièrement à elle seule l'ampleur des changements dans les structures de l'agriculture américaine récente. En effet, ce ne sont pas moins de 300'000 nouvelles exploitations qui ont été créées entre 2002 et 2007. Comparativement à l'ensemble des exploitations du pays, ces nouvelles fermes sont plus diversifiées, de plus petites surfaces, avec des chiffres d'affaires moins élevés et des paysans plus jeunes que la moyenne. Serait-ce un renversement de tendances précurseur de l'agriculture de l'avenir? Il rejoint en tous les cas clairement les analyses et les revendications exprimées depuis fort longtemps par Uniterre et

d'autres organisations paysannes en faveur d'une agriculture paysanne à format et à visage humains.

En fait, 2 types d'exploitations se développent simultanément, les très grandes et les petites, à l'échelle du pays: 125'000 entreprises de type agro-industriel fournissent le 75% de la production totale. Elles continuent de grandir et de phagocytter des surfaces. D'un autre côté, 900'000 exploitations mettent annuellement sur le marché pour moins de 250'000 dollars de produits,

et sont considérées comme petites. Plus de la moitié des 2,2 millions d'exploitations ont des résultats financiers négatifs. Elles dépendent de revenus externes pour couvrir les déficits des opérations agricoles et permettre aux familles paysannes de continuer à vivre sur leurs terres.

Les statistiques donnent d'autres chiffres intéressants. Elles précisent par exemple qu'en 5 ans, le nombre des paysannes cheffes d'exploitation a augmenté de 30% pour passer à plus

de 300'000, que le nombre de paysans noirs, hispaniques et indiens s'est également étoffé, mais que le paysan standard américain reste blanc, âgé de 57 ans et travaillant 170 ha. Quant aux exploitations biologiques, elles sont passées de 12'000 à 18'000 entre 2002 et 2007, un nombre encore fort réduit, mais sur une surface de près de 1'000'000 ha (53 ha en moyenne par exploitation).

L'augmentation du nombre d'exploitations est générale: elle touche tous les Etats du pays. Elle correspond très souvent de la part des nouveaux paysans, qu'ils soient d'extraction campagnarde ou citadine, à une recherche active de nouveaux marchés, mais aussi à la recherche d'une meilleure qualité de vie professionnelle et personnelle. Si les USA continuent d'indiquer dans quel sens ira l'agriculture à l'avenir, c'est donc une demie bonne nouvelle, l'autre étant malheureusement encore la poursuite de l'extension des surfaces agro-industrielles.

Gérard Vuffray

(Source: Census of agriculture 2007 et International Herald Tribune 03/02/09)



USA: à côté d'un élevage de taille... le lac de purin est imposant.

## Langue bleue: la vaccination en questions

Lettre ouverte à l'Office vétérinaire fédéral (OVF) et aux responsables de nos organisations faïtières.

C'est déjà la deuxième année que l'OVF oblige nous paysans, avec le consensus de nos organisations faïtières, de vacciner nos bêtes contre la maladie de la Langue bleue. Voilà quelques questions pertinentes à ce sujet:

- Qui sont les personnes ayant informé nos organisations faïtières sur la maladie de la Langue bleue, avant que celles-ci prennent la décision de soutenir la force obligatoire de la vaccination?

- Pourquoi leurs noms sont mieux protégés qu'un secret d'Etat?

- Pourquoi les documents d'homologation des vaccins par l'OVF ne sont pas accessibles?

- Pourquoi il n'existe aucune instance indépendante officielle, où le producteur peut annoncer d'éventuels effets secondaires de la vaccination et qui analyse ces cas?

- Pourquoi le producteur dont les bêtes ont subi des effets secondaires dus à la vaccination n'est pas indemnisé malgré

la force obligatoire de la vaccination?

- Pourquoi on ne nous a pas clairement communiqué que nos bêtes servent de cobayes pour tester à grande échelle les 3 vaccins qui ont été utilisés en 2008?

- Pourquoi il n'existe aucune recherche quant à d'éventuels résidus du vaccin dans les produits (viande, lait)?

- Pourquoi nous, producteurs, devons quand même rester à 100% responsables pour nos produits, malgré l'obligation de vacciner nos bêtes avec de tels vaccins?

Cette liste de questions n'est pas exhaustive. Reste la question finale:

- Pourquoi les producteurs qui, vu toutes ces questions en suspens, refusent la vaccination de leurs bêtes, sont stigmatisés, criminalisés et sanctionnés?

Chères et chers agricultrices, agriculteurs, consommatrices et consommateurs, réveillez-vous! Ne laissez-vous pas mener en bateau, il risque de couler!

Maurus Gerber, agriculteur, La Sagne / Ste-Croix

## Remise du cochon doré à l'OFAG

Le 13 mars dernier, lors du rassemblement qui a eu lieu à Berne devant l'Office fédéral de l'agriculture, Uniterre a offert le prix du cochon doré.

annoncé, à grand renfort publicitaire, que les paysans suisses étaient responsables du prix élevé du pain.

L'OFAG a eu l'honneur de recevoir



La direction de l'OFAG, représentée à droite par Jacques Chavaz et Dominique Kohli.

Pour rappel, ce prix est remis par Uniterre pour souligner un comportement peu glorieux. Pour l'année 2007, nous l'avons remis à Coop pour le plus grand mensonge. Cette entreprise avait en effet

ce prix pour souligner le mauvais travail effectué en 2008 dans le secteur laitier: attributions à la légère de quantités supplémentaires et manque de contrôles.

Valentina Hemmeler Maïga



# PNR 59: la recherche publique au service de la propagation des OGM; est-ce bien là le sens du moratoire?

Nous venons d'assister à l'ensemencement des essais en plein champ à Pully. Cet essai fait partie du programme de recherche supervisé par le Fonds National de Recherche, qui s'articule autour de quatre projets d'études et modules distincts. Le financement est assuré tant par le public que par le privé; ceci cependant dans une parfaite opacité.

## I. Biotechnologie végétale et environnement

Dans ce domaine, 18 projets sont financés à hauteur de 6,4 millions de francs suisses au total. Les projets abordent les questions de la résistance des plantes aux maladies, l'écologie du sol, la biodiversité et le flux génétique des PGM vers les plantes sauvages, les conséquences sur les organismes non ciblés, la coexistence et les nouvelles applications de la biotechnologie végétale. Parmi ces projets figure une pomme cisgénique, issue d'une manipulation génétique au sein d'une même espèce, en l'occurrence le pommier, pour aboutir à une résistance à la tavelure.

Neuf de ces projets se sont rassemblés en un consortium afin d'examiner les questions relatives à la résistance du blé transgénique à l'oïdium et aux risques qui y sont liés dans deux essais en plein champ. Ce cas du blé illustre parfaitement l'idée générale du projet. En effet, le blé, plante alimentaire de première importance, représente un marché commercial au potentiel immense pour l'industrie qui arriverait à breveter une variété transgénique. Actuellement, il existe des variétés traditionnelles de blé qui résistent très bien à l'oïdium. Cette recherche est donc parfaitement inutile du point de vue agronomique. Mais l'intérêt réside à briser le double tabou de la manipulation du blé et des essais en plein champ.

## II. Aspects politiques, sociaux et économiques

Huit projets d'un montant total avoisinant les 2,2 millions de francs suisses traitent des questions de la coexistence, du comportement des consommateurs et des autres parties intéressées. D'autres projets étudient le rôle des médias et de l'éducation dans la formation de l'opinion. Ainsi, M. Aerni du «World Trade Institute» (!), présente deux projets significatifs. L'un prévoit de tester la réaction des consommateurs sur plusieurs marchés devant un pain au maïs transgénique. Il aurait ainsi le choix entre un pain bio 15% plus cher, un pain conventionnel et un pain transgénique 15% moins cher. L'autre projet prévoit de favoriser l'accepta-

tion de la technologie transgénique en milieu scolaire.

## III. Evaluation du risque, gestion du risque et procédures de prise de décision

Deux projets s'occupent des indicateurs de risque et un autre des procédures de prise de décision. Ils reçoivent un total de 600'000 francs suisses.

## IV. Etudes de synthèse et de revue

Dans ce module, les fonds sont consacrés à des études se focalisant sur la façon dont les résultats de recherche du PNR 59 sont évalués à l'externe et dans le cadre du programme. Les projets correspondants seront attribués durant le programme. L'analyse de la dernière lettre d'information du PNR 59 (octobre 2008), soulève des questions inquiétantes sur les orientations de la recherche. Elle présente quatre études qui font partie du programme.

La première étude examine les coûts économiques d'une coexistence. Le projet se propose de réaliser une analyse de rentabilité en évaluant les coûts induits par des mesures de coexistence. Les doutes quant à la possibilité d'une coexistence sont cependant très importants et les risques agronomiques et écologiques ne rentrent pas dans cette analyse. Dans le cas d'un maïs bt ou encore d'un maïs round-up ready, il se pose en effet de nombreux problèmes de conséquences et de coûts induits. L'un favorise une massification d'une bacille, entraînant une cascade d'effets comme celle d'une adaptation rapide de la mineuse, pyrale du maïs. Dans l'autre, l'utilisation d'un herbicide aux effets secondaires inconnus est banalisée, tout en nécessitant, par le phénomène identique d'insensibilisation croissante, des doses en augmentation... La boucle est bouclée: la firme semencière a vendu des semences brevetées, plus d'intrants et, par l'augmentation de la productivité, le prix de la matière première a encore baissé. Quel est en le prix social et le coût environnemental?

Alors que les agriculteurs restent sceptiques, ce projet arrive à la conclusion qu'un cadre juridique favorable aux OGM reste le moyen le plus simple pour influencer les opinions. Ce projet avec son parti pris s'articule en conséquence autour de cette option.

La deuxième étude a pour thème la contamination des semences. Alors que de nombreux problèmes de contamination sont avérés au niveau international, ce projet cherche à établir une base pour déterminer des valeurs limites de contamination des semences. Le

0% n'existe plus. Le but n'est pas d'empêcher la coexistence et donc la contamination, mais de légiférer en la rendant acceptable. Le projet prévoit un nouveau rôle pour l'agriculteur. Il devra se servir d'un logiciel afin de calculer le risque et le degré de contamination de sa récolte...

La troisième étude traite des bases juridiques de la coexistence. La loi actuelle ne permet pas la coexistence. Il s'agit ici de clarifier les aspects juridiques, politiques et économiques pour formuler des recommandations suffisamment permissives afin de la rendre possible. Voilà une belle interprétation du moratoire!

A ce niveau de lecture on est en droit de s'interroger sur l'utilité de ce programme national de recherche et de ses publications. En effet, toutes les déclarations publiques sont équivoques et vagues et ne cessent d'admettre la réalité d'une future dissémination.

La quatrième étude se préoccupe des répercussions structurelles. Ce volet veut examiner dans quelle mesure les PGM seraient utiles à une agriculture durable et quels seraient les risques associés. Il est surprenant que c'est l'Institut de Recherche en Agriculture Biologique (IRAB/FIBL) qui dirige cette étude alors que ce système de culture rejette le recours aux OGM...

En conclusion, il faut constater que le PNR 59 est de fait un programme de recherche publique dont l'objectif correspond avec celui de l'industrie semencière, c'est-à-dire la diffusion des OGM. Par ailleurs, toute la recherche OGM est basée sur une optique d'industrialisation de la production agricole. Ce modèle agricole industriel montre aujourd'hui ses limites en termes de dégradation des sols, de menaces sur la biodiversité, en consommation d'eau et de pollution liée à l'utilisation d'engrais et de produits pesticides et fongicides. Ce modèle, avec son corollaire qu'est l'extension des transports et l'internationalisation du commerce et des standards de qualité, est au cœur de la crise environnementale et alimentaire. Ce système, ses outils technologiques, sa pensée agronomique doivent être revus dans le sens d'une agriculture moderne, paysanne, diversifiée, garante de la sécurité alimentaire et d'une production de qualité, cultivant un tissu social vivant et décentralisé. Au lieu de cela les OGM représentent la fuite en avant en perpétuant et en renforçant les problèmes causés par la révolution verte. Il est tout de même incroyable que

le moratoire accepté par la population serve de prétexte pour financer une recherche publique axée unilatéralement sur la diffusion des OGM au lieu de s'atteler aux nombreuses questions et domaines de recherche pour favoriser une agriculture paysanne réellement durable.

La question essentielle n'est pas de savoir ce qu'on peut faire avec quelle technologie, mais de savoir de quel type de production et de produits nous avons besoin. Et à part l'industrie semencière, personne ni dans la société générale, ni dans l'agriculture n'a besoin d'OGM.

Rudi Berli

### PULLY, OGM semés! Réactions citoyennes!

Différentes organisations opposées à la dissémination d'OGM prévoient un pique-nique anti-OGM:

Le dimanche 5 avril de 11h à 15h, devant les essais en plein champ de Pully.

Objectifs: festif, créatif, gastronomique, ludique, engagé, souverain.  
Plus: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)

### FOOD AND DEMOCRACY

Du 24 au 25 avril 2009 aura lieu à Lucerne la 5ème conférence internationale des régions européennes sans OGM. Elle a pour objectif de réfléchir aux possibilités d'appliquer une production alimentaire libre d'OGM sur le plan national, régional et de convaincre les instances de l'Union européenne. Le 24 avril, se tiendront plusieurs conférences avec des personnalités notamment politiques de Suisse et d'Europe. La situation actuelle sera évoquée, un point sera fait sur l'évolution de la recherche. Les mouvements contre les OGM feront également un bilan de leurs activités. Le 25 avril, la journée sera consacrée à des ateliers.

Plus d'infos et inscriptions:  
<http://www.gmo-free-regions.org/food-democracy-april-2009.html>

### Caravane: une agriculture souveraine et porteuse d'avenir, sans OGM!

De Zurich-Reckenholz à Pully en vélo, du 9 au 24 mai, contre la dissémination des OGM. Ils recherchent des intéressés pour accueillir les caravaniers le soir, organiser des débats publics ou films. Plus: [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) et journal avril.

# Des paysans pour des jeunes en difficulté?

**Le Département Montagnards de Caritas Suisse intervient depuis plus de 20 ans dans le placement de bénévoles et de groupes auprès des paysans de montagne sous le slogan «des hommes aident des hommes». Mais, chose moins connue, son activité s'étend également au placement de jeunes en difficulté dans le monde agricole, sur mandat de services sociaux ou de tribunaux des mineurs.**

Caritas-Montagnards cherche à développer cette activité en Suisse Romande et pour cela souhaite collaborer avec de nouvelles familles de paysans intéressées.

Tout le monde le sait ou le perçoit: des jeunes peuvent connaître des difficultés d'insertion dans la vie, difficultés liées à leur situation personnelle, familiale ou sociale, et des adolescents ont des problèmes de comportement, voire commettent des délits plus ou moins importants. La jeunesse n'est pas un fleuve tranquille pour certains, et il est du devoir d'une organisation humanitaire comme Caritas Suisse de proposer des solutions à ces problèmes de jeunesse. Il est facile de stigmatiser les jeunes, il est plus exigeant de les aider à s'en sortir et de retrouver le droit chemin.

Pour répondre à une demande croissante, Caritas Suisse a mis sur pied une solution originale pour les instances comme les tribunaux des mineurs, les services sociaux ou les foyers d'accueil, en prise avec des jeunes fragiles ou perturbés. Nous leur proposons de placer les enfants et les adolescents en difficulté dont ils ont la charge auprès de paysans de montagne et cela par notre intermédiaire et grâce à nos contacts dans le milieu rural. Le Département concerné, Caritas-Montagnards, se chargeant de trouver les familles adéquates pour qu'elles les accueillent durant une durée déterminée qui va de quelques jours à plusieurs semaines ou mois.

## Une expérience profitable au jeune

De façon plus pratique, le/la jeune se trouve placé en montagne par nos soins et passe un séjour de vie et de travail chez des paysans. Il aide au quotidien l'exploitant/e dans ses travaux agricoles, ses tâches ménagères, se retrouve sur l'alpe et travaille selon la saison ou les nécessités du moment. Il vit, est nourri et logé dans la famille qui le reçoit, avec laquelle il partage des moments de vie et expérimente d'autres réalités que chez ses propres parents ou dans son cadre habituel.

Ce que le jeune accomplit? Il effectue des tâches physiques, concrètes dans un cadre montagnard, bien éloigné d'un univers citadin, hors des influences

négatives du milieu de ses pairs et copains. Il connaît la chaleur d'un foyer, participe aux échanges d'une famille, vit les imprévus du jour, doit s'adapter à un univers différent et porteur de valeurs essentielles que les jeunes ont tendance à oublier. Bref, il se refait une santé physique et psychique et après cette parenthèse formatrice peut retourner dans son milieu en ayant acquis certains renforcements.

en faveur de l'enfant ou de l'adolescent qui vient séjourner chez eux. Tout travail mérite salaire et le revenu généré par cette activité complémentaire mais totalement insérée dans leur quotidien peut se monter jusqu'à Fr. 2'400.- par mois.

## Un réseau d'accueil paysan existe en Romandie

Actuellement en Suisse romande un réseau de familles de paysans de montagne collabore régulièrement avec

cueillis par les expériences déjà faites sont là pour l'attester.

Souhaiteriez-vous faire partie de ce réseau de familles d'accueil qui ont du temps, de l'énergie, de la motivation et de l'intérêt pour les jeunes? Souhaiteriez-vous en savoir plus, en parler de vive voix avec Caritas-Montagnards et son représentant romand? Vous avez une fibre sociale et vous souhaiteriez donner une nouvelle orientation à votre travail en accompagnant éducativement aussi des jeunes? Si vous répondez oui à ces questions, c'est que vous êtes mûrs pour franchir le pas.

*Par Jean-Yves Riand, responsable de projets pour la Romandie, Caritas Suisse, 6002 Lucerne*



## Des familles paysannes entourées

De leur côté, les familles d'accueil ne sont pas seules, livrées à elles-mêmes pour ces tâches sociales et éducatives. Elles sont suivies et entourées par Caritas-Montagnards et peuvent en tout temps demander, être soutenues dans leur travail pendant toute la durée du séjour du jeune. Et nous faisons aussi confiance bien entendu aux capacités de ces familles qui disposent de ressources puissantes pour s'occuper de ces jeunes comme si c'étaient le cas de leurs propres enfants!

Ce travail éducatif est exigeant et bien évidemment, les familles de paysans qui collaborent avec Caritas-Montagnards sont rémunérées pour cet engagement à caractère social. Elles reçoivent un dédommagement qui couvre les frais de nourriture et d'hébergement du jeune, mais également un émolument pour le travail éducatif qu'elles accomplissent

Caritas-Montagnards et accueille des jeunes provenant de tout horizon. Ces familles sont motivées non pas tellement par les questions d'argent, mais surtout par leur intérêt marqué aux questions de la jeunesse en difficulté. Elles ont la conviction de se rendre utiles en travaillant avec des jeunes, de leur communiquer des recettes éprouvées, une philosophie de vie constructive. Ces familles, aux compétences sociales reconnues, sont éminemment appréciées par la qualité de leur travail et par la contribution positive qu'elles fournissent à la société en général. Les échos re-

**Plus de renseignements sur le site [www.montagnards.ch](http://www.montagnards.ch) ou auprès de Jean-Yves Riand, chargé de projets à Caritas Suisse au 041 419 22 84 Mobile 079 409 09 40.**

**Profitez des assemblées de vos sections cantonales pour en parler autour de vous!**

*Nicolas Bezençon*

**InterLock**  
Le confort par excellence

**TAPIS CAOUTCHOUC**

- ✓ Etables & stabulations
- ✓ Renovations et neuf
- ✓ Sans comparaison avec béton/asphalte
- ✓ Antiglis et isolant
- ✓ Devis sans engagement

LGC SA · CP 48 · 1627 VAULRUZ  
026 913 79 84  
swiss@animat.ca www.animat.ca

## Ferme sans OGM

**Affiche, A2, non plastifiée**  
**«Ferme sans OGM»**  
**Elle peut être commandée par téléphone au 021 601 74 67 ou via le site internet [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch)**

